

# L'ascension et la chute des dépenses sociales publiques sous l'effet de la pandémie de COVID-19

Janvier 2023

<http://www.oecd.org/fr/social/depenses.htm>

## Principaux constats

- Avec la pandémie de COVID-19, les dépenses sociales publiques ont augmenté de 20 % du PIB en 2019 à 23 % en moyenne en 2020 dans les pays de l'OCDE. La hausse des dépenses en proportion du PIB tient en grande majorité (à hauteur de plus de 80 %) à une augmentation des dépenses plutôt qu'à une contraction du PIB.
- La situation varie toutefois considérablement d'un pays à l'autre. C'est au Canada, en Espagne et aux États-Unis que les dépenses sociales publiques rapportées au PIB ont augmenté le plus fortement entre 2019 et 2020 (de plus de 6 points de pourcentage), alors que c'est au Danemark, en Hongrie et en Suède qu'elles ont le moins progressé (moins de 1 point de pourcentage).
- La hausse des dépenses sociales publiques en proportion du PIB en 2020 est en grande partie imputable à une augmentation des dépenses allouées à la santé, au chômage et aux politiques actives du marché du travail, ainsi qu'aux dispositifs d'aide en espèces sous conditions de ressources mis en place pour faire face à la pandémie de COVID-19.
- Rétrospectivement, la crise financière mondiale a entraîné un pic des dépenses sociales publiques rapportées au PIB à 20.6 % en 2009, et il a fallu 10 ans de croissance économique ininterrompue pour constater une baisse à 19.8 % du PIB en moyenne dans la zone OCDE. En revanche, depuis le plus haut atteint en 2020, les dépenses publiques moyennes sont rapidement retombées à 22 % du PIB en 2021, puis à 21 % environ en 2022 selon les estimations.
- Avec, respectivement, 8 % et 6 % du PIB en moyenne dans les pays de l'OCDE, les retraites et la santé sont les deux principaux postes de dépenses sociales publiques.

## Selon les estimations, les dépenses sociales publiques en proportion du PIB ont augmenté de près de 3 points de pourcentage en moyenne dans les pays de l'OCDE pendant la pandémie de COVID-19

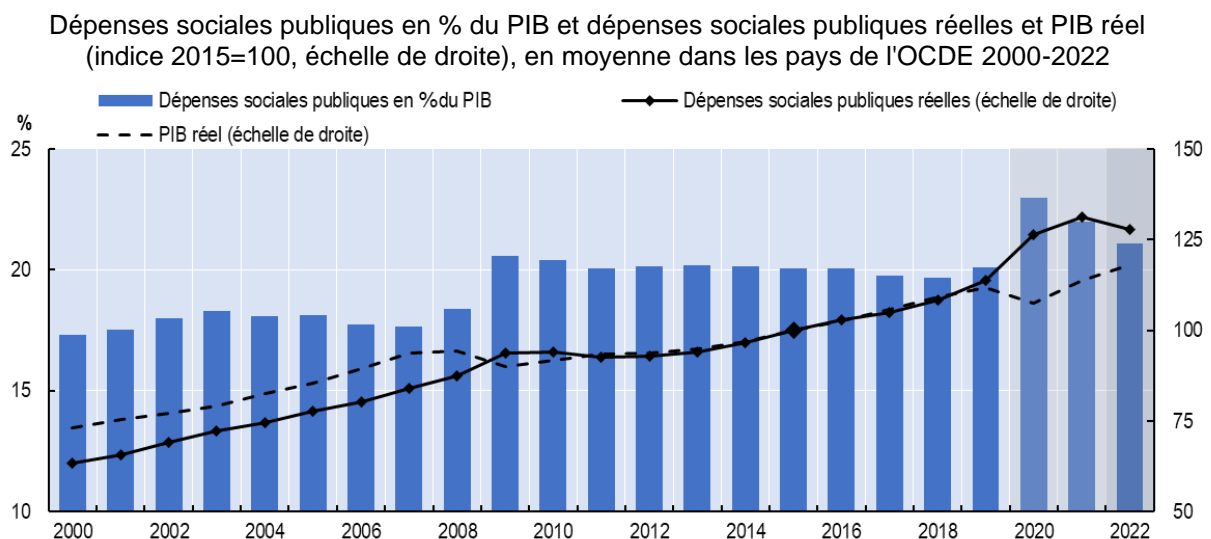
La part des dépenses sociales publiques dans le PIB a considérablement augmenté depuis le début de la pandémie (Graphique 1). En moyenne dans les pays de l'OCDE, les dépenses sociales publiques rapportées au PIB ont augmenté de près de 3 points de pourcentage, passant de 20 % du PIB en 2019 à 23 % en 2020. Sur cette augmentation de 3 points, 2.5 sont liés à une hausse des dépenses sociales publiques contre 0.5 imputable à la contraction du PIB ([La synthèse statistique associée traite « Les dépenses sociales privées et l'influence de la fiscalité »](#)).

Après la hausse initiale constatée au début de la pandémie, les dépenses rapportées au PIB ont reculé presque aussi rapidement qu'elles avaient augmenté : les dépenses sociales publiques sont ainsi passées, en moyenne dans les pays de l'OCDE, de 23 % du PIB en 2020 à 21 % selon les estimations en 2022. Cette évolution diffère radicalement des suites de la crise financière mondiale de 2008-09. Les dépenses sociales publiques sont passées de 17.7 % du PIB en 2007 à 20.6 % en 2009 dans les pays de l'OCDE en moyenne ; toutefois, dans les années qui ont suivi, elles n'ont diminué qu'à 20 % du PIB en

2011 pour stagner ensuite jusqu'au début de la pandémie de COVID-19. Ces disparités tiennent, pour une large part, à la reprise économique beaucoup plus vigoureuse enregistrée après la pandémie de COVID-19 par comparaison avec la crise financière mondiale (OCDE, 2022<sup>[11]</sup>), ainsi qu'au ralentissement du rythme de croissance des dépenses sociales publiques réelles après le pic atteint pendant la pandémie en 2020/21 (Graphique 1), parallèlement au net rebond de l'inflation en 2022 (OCDE, 2022<sup>[11]</sup>).

Dans 31 pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données, les dépenses sociales publiques réelles ont augmenté de 11 % en 2020 puis de 4 % en 2021, avant d'accuser un repli de 2 % en 2022 selon les estimations (Graphique 1). Sur la même période, pour les 31 pays de l'OCDE concernés (voir la note du Graphique 1), le PIB réel a diminué de 4 % en 2020, pour augmenter ensuite de 6 % en 2021 puis de 3 % supplémentaires en 2022. Néanmoins, la situation est très variable d'un pays à l'autre (consulter également les tendances par pays présentées dans l'annexe [en ligne](#) du Graphique 1).

### Graphique 1. Les dépenses sociales publiques en proportion du PIB ont évolué rapidement avec la pandémie de COVID-19



Notes : Pour les pays de l'UE, les données pour 2020-2022 ont été estimées à partir de l'édition 112 des Perspectives économiques de l'OCDE (novembre 2022) et de la base de données macroéconomiques annuelles de l'Union européenne (AMECO) de la DG-ECFIN (novembre 2022). Pour le Royaume-Uni, les données 2021 ont été estimées à partir de l'édition 112 des Perspectives économiques de l'OCDE (novembre 2022) et du Livre bleu des comptes nationaux 2022. Pour la Corée et les États-Unis, les données de 2021-22 sont des estimations établies à partir des données issues des budgets nationaux. Les dépenses totales pour 2020 et 2021 sont susceptibles d'être révisées, mais ces révisions seront probablement faibles (gris clair) ; les estimations pour 2022 sont plus susceptibles d'être modifiées suite aux révisions des données relatives aux dépenses et au PIB (gris foncé).

Les estimations du ratio dépenses sociales publiques/PIB dans l'OCDE reposent sur l'évolution constatée dans la zone « OCDE 35 » pour 2020 et dans « OCDE 26 » pour 2021 et 2022. Les données relatives à l'évolution réelle des dépenses sociales publiques et du PIB concernent 31 pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles, c'est-à-dire tous les pays de l'OCDE à l'exception de l'Australie, du Canada, de la Colombie, du Costa Rica, du Japon, du Mexique et de la Turquie. L'évolution réelle des dépenses sociales publiques pour 2022 est estimée sur la base de l'OCDE 26. Les dépenses sociales publiques sont déflatées par l'IPC et le PIB par le déflateur du PIB.

Source : OCDE (2023), Base de données de l'OCDE sur les dépenses sociales ([www.oecd.org/fr/social/dépenses.htm](http://www.oecd.org/fr/social/dépenses.htm)).

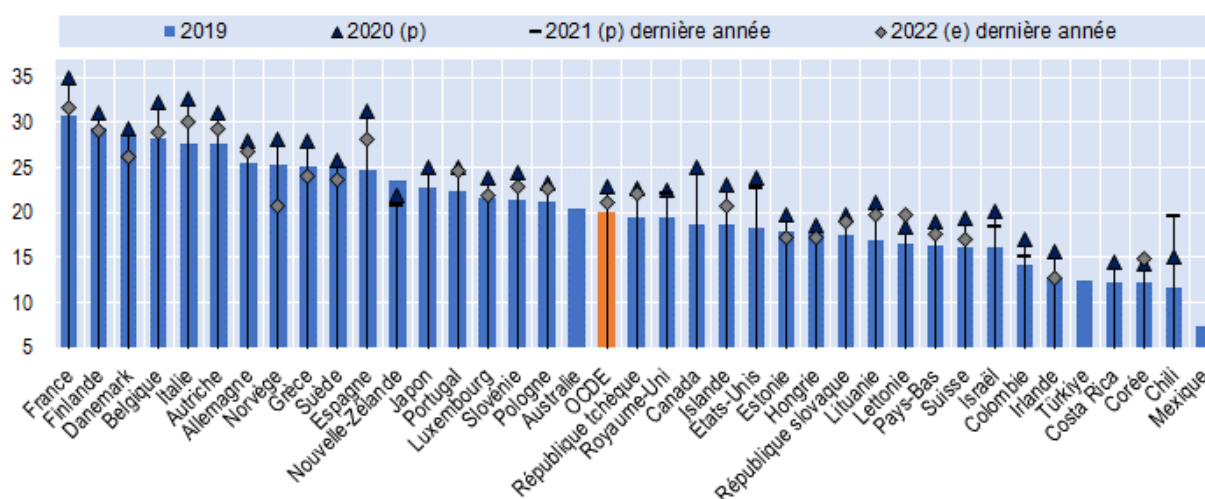
Le Graphique 2 illustre les fluctuations récentes du ratio dépenses sociales publiques/PIB dans les pays. Entre 2019 et 2020, ce ratio a augmenté le plus fortement au Canada (6.2 points de pourcentage), en Espagne (6.5 points) et aux États-Unis (5.7 points). Dans la plupart des pays, les dépenses en proportion du PIB ont diminué en 2021 ; toutefois, au Chili, les dépenses sociales ont continué d'augmenter de sorte qu'entre 2019 et 2021, leur part dans le PIB a progressé de près de 8 points de pourcentage. À titre de comparaison, le Danemark, la Norvège et la Suède sont les seuls pays qui ont enregistré une contraction, aussi modeste soit-elle (moins de 1 point de pourcentage), des dépenses sociales rapportées au PIB entre 2019 et 2021.

La hausse des dépenses sociales publiques en 2020 était en grande partie liée à une augmentation des dépenses consacrées à la santé, au chômage et aux politiques actives du marché du travail, ainsi qu'aux dispositifs d'aide au revenu en espèces mis en place pour faire face à la pandémie de COVID-19 (OCDE, 2022<sup>[2]</sup>). Dans les pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données, les dépenses totales de santé en proportion du PIB ont en moyenne augmenté de presque un point de pourcentage entre 2019 et 2020, passant de 8.8 à 9.7 % du PIB (OCDE, 2022<sup>[3]</sup>). Les allocations de chômage en proportion du PIB ont augmenté en moyenne de 0.8 point de pourcentage entre 2019 et 2020, passant de 0.7 à 1.5 % du PIB dans les pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles (OCDE, 2022<sup>[4]</sup>) - c'est en Autriche que les dépenses allouées aux allocations de chômage ont le plus fortement progressé, de 1.3 % du PIB en 2019 à 3.2 % en 2020. Les dépenses dédiées aux politiques actives du marché du travail s'élevaient à 0.6 % du PIB en 2019 et 1 % en 2020 ; c'est en Australie, au Canada, aux États-Unis, en Nouvelle-Zélande et aux Pays-Bas qu'elles ont le plus fortement augmenté (OCDE, 2022<sup>[4]</sup>). L'augmentation exceptionnelle des dépenses du Chili tient à la mise en place du « Programa Ingreso Familiar de Emergencia » (aide au revenu d'urgence pour les familles), qui dispense aux familles avec enfants une aide financière de grande ampleur afin de faire face aux conséquences sanitaires et économiques de la pandémie de COVID-19. Ce programme a été progressivement supprimé en 2022.

L'inflation a atteint un niveau jamais enregistré depuis quarante ans dans la plupart des pays de l'OCDE en 2022. La hausse rapide des prix touchera plus durement les catégories de revenus les plus modestes, et les politiques de protection sociale seront confrontées très prochainement (en 2023 et en 2024) au défi consistant à fournir des transferts monétaires ciblés et en temps opportun aux ménages d'âge actif (OCDE, 2022<sup>[5]</sup>) et aux retraités (OCDE, 2022<sup>[6]</sup>).

## Graphique 2. Les dépenses sociales publiques représentent 21 % du PIB en 2022 en moyenne dans l'OCDE, mais elles varient considérablement d'un pays à l'autre

Dépenses sociales publiques en pourcentage du PIB, 2019-2022



Notes : Pour les pays de l'UE, les données pour 2020-2022 ont été estimées à partir de l'édition 112 des Perspectives économiques de l'OCDE (novembre 2022) et de la base de données macroéconomiques annuelles de l'Union européenne (AMECO) de la DG-ECFIN (novembre 2022). Pour le Royaume-Uni, les données 2021 ont été estimées à partir de l'édition 112 des Perspectives économiques de l'OCDE (novembre 2022) et du Livre bleu des comptes nationaux 2022. Pour la Corée et les États-Unis, les données de 2021-22 sont des estimations établies à partir des données issues des budgets nationaux. Les dépenses totales pour 2020 et 2021 sont susceptibles d'être révisées, mais ces révisions seront probablement faibles ; les estimations pour 2022 sont plus susceptibles d'être modifiées suite aux révisions des données relatives aux dépenses et au PIB. (p) fait référence aux projections tandis que (e) fait référence aux estimations. Le ratio dépenses sociales/PIB de l'OCDE pour 2022 est estimé sur la base de la tendance constatée pour l'OCDE 26.

Pour la Norvège, la forte augmentation du PIB nominal depuis 2021 est due aux prix élevés de l'énergie (notamment du gaz).

Source : OCDE (2023), Base de données de l'OCDE sur les dépenses sociales ([www.oecd.org/fr/social/depenses.htm](http://www.oecd.org/fr/social/depenses.htm)).

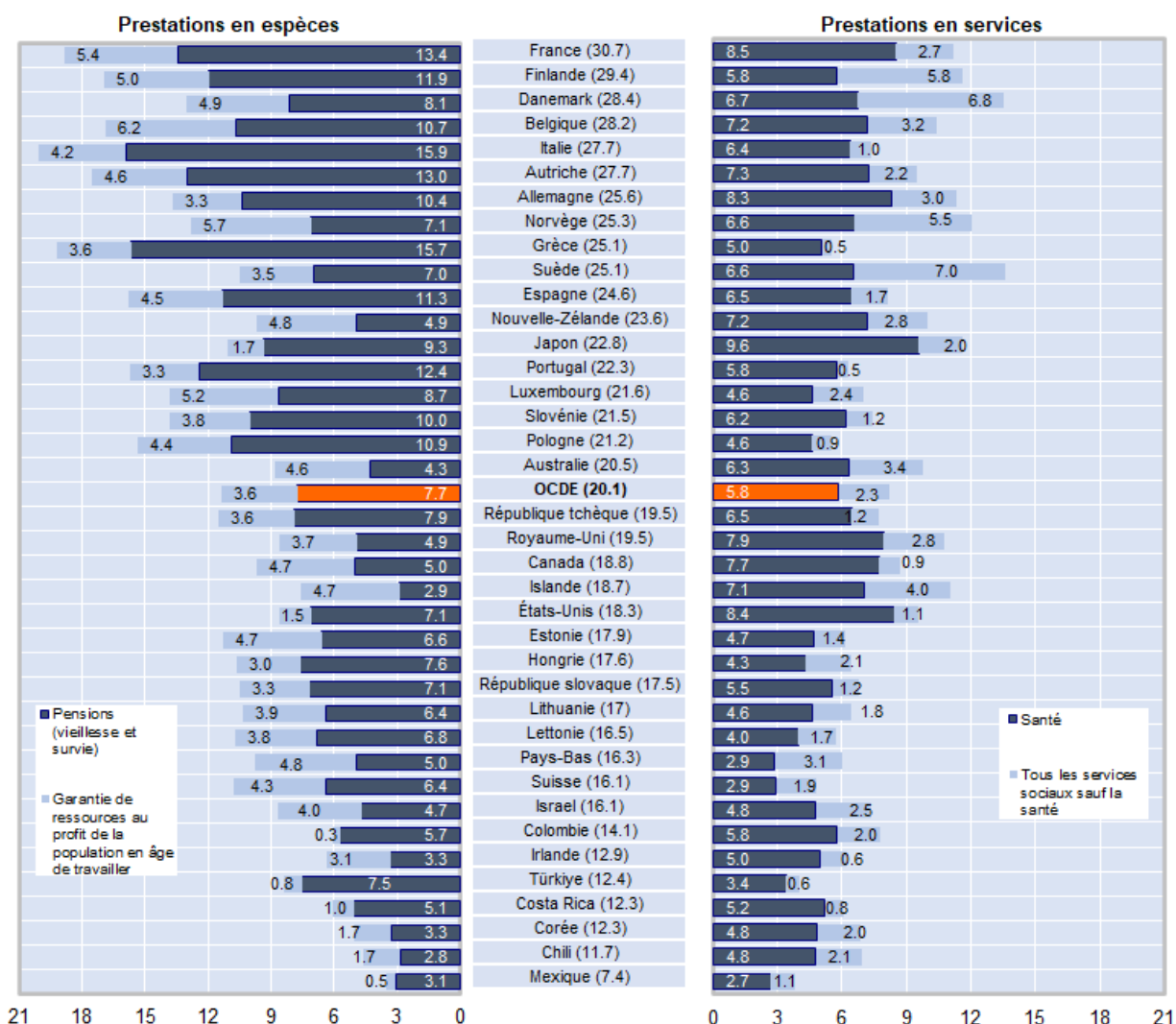
## Les retraites et la santé constituent les principaux postes de dépenses sociales publiques

À l'échelle de l'OCDE, en moyenne, les pensions de vieillesse et de réversion (7.7 % du PIB) et la santé (5.8 % du PIB) sont les deux principaux postes de dépenses sociales publiques. Avec plus de 15 % du PIB, c'est en Italie et en Grèce que les dépenses publiques de retraite sont les plus élevées, et au Chili qu'elles sont les plus faibles, tandis que la Corée, l'Islande et le Mexique consacrent 3 % environ du PIB aux retraites. En Allemagne, aux États-Unis, en France et au Japon, les dépenses publiques consacrées à la santé dépassent 8 % du PIB, alors qu'elles sont inférieures à 3 % du PIB au Mexique, aux Pays-Bas et en Suisse (Graphique 3). Ces différences au regard du niveau des dépenses *publiques* sont à mettre en rapport avec la structure par âge de la population, avec le nombre de personnes âgées ayant accès aux retraites et aux soins, et avec la nature des systèmes de santé et de retraite – autrement dit leur générosité et la place faite aux régimes privés d'assurance-maladie et d'assurance-vieillesse dans chaque pays, et dans le cas de la santé, les différences de prix de la santé.

Par exemple, le Mexique dépense beaucoup moins que l'Italie au titre des retraites du fait de sa population relativement jeune (OCDE, 2019<sup>[7]</sup>), mais aussi parce qu'en Italie, les retraités ont beaucoup plus de chances de percevoir une pension qu'au Mexique, où c'est le cas de moins de la moitié des seniors. La pyramide des âges aux Pays-Bas est comparable à celle de l'Italie, et la quasi-totalité des retraités néerlandais perçoivent une pension. Toutefois, rapportées au PIB, les dépenses publiques de l'Italie au titre des retraites excèdent de 10 points de pourcentage celles des Pays-Bas. Cela s'explique par le fait que les pensions publiques en Italie sont relativement élevées, que de nombreuses personnes partent à la retraite à un âge précoce avec des ajustements limités des prestations (OCDE, 2021<sup>[8]</sup>), les dépenses consacrées aux pensions publiques de survie (plus de 2.5 % du PIB) sont parmi les plus élevées de l'OCDE, et parce qu'aux Pays-Bas, les pensions contributives liées à la rémunération relativement élevées (y compris les pensions de survie) sont versées par des régimes contributifs privés : les dépenses sociales privées au titre des retraites (pensions de réversion comprises) y représentent plus de 5 % du PIB, contre environ 1.1 % en Italie (OCDE, 2023<sup>[9]</sup>). La synthèse statistique associée traite « [Les dépenses sociales privées et l'influence de la fiscalité](#) ».

### Graphique 3. Les retraites et la santé constituent les principaux postes de dépenses sociales publiques

Dépenses sociales publiques par grand domaine d'action, en pourcentage du PIB, 2019



Note : Les pays sont triés par ordre décroissant de dépenses sociales publiques en pourcentage du PIB. Les dépenses consacrées aux politiques actives du marché du travail (PAMT) ne peuvent pas être distinguées entre prestations en espèces et services ; elles sont cependant incluses dans le total des dépenses publiques (présenté entre parenthèses). Les aides au revenu accordées à la population d'âge actif renvoient aux catégories de prestations en espèces suivantes de la Base de données sur les dépenses sociales (SOCX) : invalidité, famille (prestations en espèces), chômage et autres domaines de la politique sociale.

Source : OCDE (2023), Base de données de l'OCDE sur les dépenses sociales (SOCX) via [www.oecd.org/fr/social/depenses.htm](http://www.oecd.org/fr/social/depenses.htm). Pour plus de détails sur la méthodologie concernant les données détaillées sur les programmes de dépenses sociales, voir le manuel de la base de données de l'OCDE sur les dépenses sociales (SOCX) ([www.oecd.org/fr/social/depenses.htm](http://www.oecd.org/fr/social/depenses.htm))

### Encadré 1. Que trouve-t-on dans la base de données sur les dépenses sociales (SOCX) ?

La nouvelle version de la Base de données de l'OCDE sur les dépenses sociales (SOCX) contient des séries de données détaillées sur les dépenses afférentes aux programmes sociaux sur la période 1980-2019/21 pour les 38 pays de l'OCDE. SOCX présente les prestations sociales publiques et privées ventilées entre plusieurs domaines d'intervention : vieillesse, survie, incapacité, santé, famille, programmes actifs du marché du travail, chômage, logement et autres domaines de la politique sociale. Elle recouvre les dépenses publiques au titre de l'éducation et de l'accueil des jeunes enfants jusqu'à l'âge de six ans, mais non les dépenses publiques d'éducation au-delà de cet âge. SOCX comprend des indicateurs des dépenses sociales publiques agrégées pour 2020-22, calculés sur la base des agrégats nationaux, lorsque les données sont disponibles, ou d'estimations dans le cas contraire. Pour les pays de l'UE, les données pour 2020/21-22 ont été estimées à partir des projections des Perspectives économiques de l'OCDE et des informations de la base de données macroéconomiques annuelles de l'Union européenne (AMECO) de la Direction générale des affaires économiques et financières (DG-ECFIN) (données de novembre 2022). Pour le Royaume-Uni, les données 2021 ont été estimées à partir de l'édition 112 des Perspectives économiques de l'OCDE (novembre 2022) et du Livre bleu des comptes nationaux 2022. La base SOCX inclut aussi des indicateurs sur les dépenses sociales nettes (après impôts) pour 38 pays en 2019 (les informations sur l'imposition des prestations ne sont souvent disponibles que deux ans après l'année budgétaire considérée). Pour la plupart des pays, des séries chronologiques sont disponibles depuis 2001. Les données fiscales prennent en compte l'imposition directe des prestations, la fiscalité indirecte sur la consommation liée aux prestations et les allègements fiscaux à finalité sociale.

Les données pour 25 pays européens ont été fournies par Eurostat sur la base des informations contenues dans le système européen de protection sociale intégrée (SESPROS), tandis que les informations pour les autres pays ont été fournies par les correspondants nationaux. Les données sur la santé et sur les programmes actifs du marché du travail proviennent de la Base de données de l'OCDE sur la santé et de la Base de données OCDE/Eurostat sur les politiques du marché du travail. Les informations sur l'imposition directe des prestations et sur les allègements fiscaux à finalité sociale ont été fournies par les délégués du Groupe de travail n° 2 sur l'analyse des politiques et les statistiques fiscales du Comité des affaires fiscales de l'OCDE.

Il convient de garder à l'esprit que la qualité des données sur l'effet des systèmes fiscaux (qui sont souvent des estimations fondées sur des modèles fiscaux) et sur les dépenses sociales privées et les dépenses des collectivités locales (du fait d'une sous-déclaration) n'est pas aussi bonne que la qualité des informations sur les dotations budgétaires à des fins sociales. Pour plus de précisions sur les sources et la méthodologie de la base SOCX et les indicateurs des dépenses sociales, voir l'édition 2019 du Manuel de la base de données de l'OCDE sur les dépenses sociales (SOCX), à l'adresse [www.oecd.org/fr/social/dépenses.htm](http://www.oecd.org/fr/social/dépenses.htm).

L'aide au revenu allouée à la population d'âge actif représentait près de 4 % du PIB, en moyenne, dans les pays de l'OCDE en 2019. Elle comprenait les prestations publiques en espèces au titre de la maladie ou du handicap, à hauteur de 1.6 % du PIB ; les prestations familiales en espèces (pour enfant à charge ou congé parental, par exemple), à hauteur de 1.1 % ; les allocations de chômage, à hauteur de 0.6 % ; et les autres prestations sociales en espèces, à hauteur de 0.4 %. Les dépenses au titre des services sociaux hors santé s'élevaient en moyenne à 2.3 % du PIB, dont pratiquement 1 % pour les services à la famille – qui recouvrent essentiellement les services d'éducation et d'accueil des jeunes enfants de 0 à 5 ans. Les dépenses publiques consacrées aux services aux personnes âgées et handicapées représentaient un peu moins de 1 % du PIB, en moyenne, dans la zone OCDE ; elles sont généralement plus élevées dans les pays nordiques, où elles se situent entre 2 et 4 % du PIB (dépenses dédiées aux aides à domicile et aux structures d'accueil par exemple).

## Bibliographie

- OCDE (2023), *Le point sur les dépenses sociales (SOCX) 2023 - Les dépenses sociales privées et l'influence de la fiscalité*, <http://www.oecd.org/fr/social/depenses.htm>. [9]
- OCDE (2022), *Base de données sur les politiques du marché du travail (PMT)*, <https://www.oecd.org/fr/els/emp/basededonneessurlemploi-politiquesdumarchedutravailinstitutions.htm>. [4]
- OCDE (2022), *Health expenditure*, <https://www.oecd.org/els/health-systems/health-expenditure.htm>. [3]
- OCDE (2022), *How inflation challenges pensions*, OCDE, Paris, <https://www.oecd.org/pensions/How-inflation-challenges-pensions.pdf> (consulté le 16 décembre 2022). [6]
- OCDE (2022), *Income support for working-age individuals and their families*, OCDE, Paris, <https://www.oecd.org/social/Income-support-for-working-age-individuals-and-their-families.pdf> (consulté le 16 décembre 2022). [5]
- OCDE (2022), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2022 : Reconstruire des marchés du travail plus inclusifs*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/f4bcd6ab-fr>. [2]
- OCDE (2022), *Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2022 Numéro 2*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/25b26d2e-fr>. [1]
- OCDE (2021), *Pensions at a Glance 2021: OECD and G20 Indicators*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/ca401ebd-en>. [8]
- OCDE (2019), *Panorama de la société 2019 : Les indicateurs sociaux de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/e9e2e91e-fr>. [7]

## Source

Veillez citer ce document comme suit : OCDE (2023), *Le point sur les dépenses sociales (SOCX) 2023 - L'ascension et la chute des dépenses sociales publiques sous l'effet de la pandémie de COVID-19*, OCDE, Paris, <http://www.oecd.org/fr/social/depenses.htm>.

La synthèse statistique associée traite « [Les dépenses sociales privées et l'influence de la fiscalité](#) ».

## Notes

L'agrégat OCDE dans les graphiques se rapporte à la moyenne non pondérée des pays de l'OCDE pour lesquels les données sont disponibles.

## Contacts

Willem ADEMA (✉ [willem.adema@oecd.org](mailto:willem.adema@oecd.org))    Maxime LADAIQUE (✉ [maxime.ladaique@oecd.org](mailto:maxime.ladaique@oecd.org))  
Pauline FRON (✉ [pauline.fron@oecd.org](mailto:pauline.fron@oecd.org))

🐦 [@OECD\\_Social](#)

L'OCDE exprime sa gratitude à Alexandre Lloyd et Alexandre Marin pour leur contribution.

---

Le présent document ne reflète pas nécessairement les positions officielles de l'OCDE ou de ses pays membres. Les opinions qui y sont exprimées et les arguments qui y sont utilisés sont ceux des auteurs.

Ce document ainsi que les cartes qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes : [www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation](http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation).